

## Note de Synthèse

### Conseil Communautaire du 05/11/2015 à 19h

### Salle Polyvalente Mirabel et Blacons

#### 1. Approbation du compte rendu du 24 septembre 2015

#### 2. Intervention du SMRD pour présenter la compétence GEMAPI et ses implications

### Thématique économie

#### 3. Attribution du marché de MOE pour l'aménagement du Pas de Lauzen

Le Président explique que dans le cadre de sa compétence développement économique, la Communauté de Communes doit renforcer son offre de foncier afin d'accueillir de nouvelles entreprises ou permettre à d'autres de se développer. En effet, la Communauté de Communes n'est aujourd'hui plus en mesure d'accueillir de nouvelles entreprises n'ayant pas de foncier disponible. Aussi, afin de remédier à cette carence, la Communauté de Communes est en phase d'acquisition d'un tènement sur l'ancienne friche Vicat à Aouste-sur-Sye. Conformément au compromis de vente, cette acquisition sera confirmée dès l'approbation du PLU de la commune.

Afin d'avancer sur ce projet et être prêt au moment de la signature de l'acte de vente, la Communauté de Communes doit démarrer les opérations de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de la zone d'activités du Pas de Lauzen.

La surface totale du site est de 13 hectares.

A ce titre, une consultation a été lancée pour retenir le prestataire qui accompagnera la collectivité sur les phases études et suivi des travaux.

Cette consultation est constituée d'une tranche ferme et de trois tranches conditionnelles, portant respectivement sur l'étude AVP et l'élaboration du dossier de ZAC, la phase URBA et la phase PROJET, la passation des contrats de travaux et la vérification de la conformité des plans d'exécution et la dernière tranche sur les opérations de travaux et réception de chantier.

Les travaux d'aménagement ont été évalués à 1,5 million d'euros.

La commission d'analyse des offres s'est réunie le 30 septembre 2015. Le Président rappelle que dans sa délégation, il lui est possible de signer les marchés publics mais qu'il préfère que le conseil communautaire valide le choix de la commission.

Conformément aux critères de sélection énoncés dans le règlement de consultation et au vu de l'analyse des offres, il est proposé d'attribuer le marché au groupement d'entreprises dont le mandataire est l'entreprise SED Drôme & Provence dont le siège est à Grâne dont l'offre a été classée première pour un montant correspondant à 5.82 % du coût total des travaux.

Ce groupement est constitué des entreprises suivantes :

- SED Agence Drôme & Provence (infrastructures & hydraulique)
- Le cabinet Inerme Paysage (Architecture et Paysages)
- Jean-Charles GAUX Architecte (architecture)
- Horizons urbains (urbanisme)
- Géovallées Géomètres experts (géomètre)

**En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer tous les documents permettant d'engager et de poursuivre cette opération de maîtrise d'œuvre.**

#### **4. Ecologie Industrielle et Territoriale : régularisation financière**

Le Président explique que dans le cadre de la mission d'Ecologie Industrielle et Territoriale, le chargé de mission en place a quitté son poste le 9 octobre dernier. Au regard de l'avancée des missions identifiées dans le cadre du diagnostic préalable, la CCCPS a décidé d'internaliser les missions au sein des services en place, après avis favorable du bureau. La CCVD – co-financeur de cette action – en a été informée mais ne souhaite pas conduire la mission dans cette forme (volonté d'avoir un poste dédié). Dans le même temps, le chargé de mission en place a décidé de ne pas reconduire son contrat au-delà de 18 mois.

Dès lors, l'association Biovallée, qui portait administrativement la mission, fait actuellement le bilan de cette opération et il ressort qu'une quote-part du coût de la mission n'a pas été budgétisée dans la prise en charge financière de l'ADEME (déplacement, encadrement...).

Pour mémoire, une fois les aides de l'ADEME prises en compte, le reste à charge pour la CCCPS était de 3538€ en année 1 et de 7 000€ en année 2.

Il ressort au terme des 18 mois de mission un besoin de financement à hauteur de 2 667,76€ pour la CCCPS.

**Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur ce financement supplémentaire afin que l'opération EIT.**

### **Thématique : Aménagement / Tourisme**

#### **5. Intervention de la CCCPS pour la création de liaison douce entre les gares TER et la VéloDrôme**

Le Président explique que dans le cadre de sa compétence tourisme, la Communauté de Communes s'est engagée dans la réalisation de la VéloDrôme entre Crest et Aurel. Le tracé de celle-ci a été voté en Conseil Communautaire du 2 juillet 2015.

Ce tracé passe à proximité des gares SNCF de Crest et de Saillans. La présence de ces gares à proximité de la VéloDrôme constitue un atout pour la fréquentation de la VéloDrôme par le grand public. En effet, le train TER est un complément idéal à la pratique du vélo en itinérance. La multi-modalité favorise l'usage des modes doux que ce soit pour les séjours touristiques ou les déplacements domicile-travail.

Actuellement, l'accès à ces deux gares n'est pas sécurisé pour les cyclistes.

Compte tenu,

- de l'intérêt de développer l'intermodalité pour le développement de la VéloDrôme,
- des projets d'aménagement en réflexion des quartiers des gares de Crest et de Saillans,
- et des aides financières complémentaires pour financer le dernier km pour rejoindre une véloroute, mobilisables par les maîtres d'ouvrages,

Le Bureau propose de participer à hauteur de 15 % du budget lié aux travaux d'une liaison douce entre la vélodrome et les gares TER de Crest et de Saillans dans la limite de 15 000 euros maximum par projet. Un dossier de demande de subvention devra être adressée à la CCCPS, et les règles en matière d'aides publiques devront être respectées (80% maxi d'aides publiques...). La CCCPS devra être invitée au comité de pilotage de ces projets, afin de participer au choix de la liaison qui bénéficiera de ce cofinancement dans le cas où plusieurs liaisons sont envisagées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver cette participation financière afin de permettre le développement de liaison douce entre les gares TER et la VéloDrôme.**

## **Thématique : Aménagement / Habitat**

### **6. Convention avec la SAFER, notamment pour le PLH**

Le Président explique que le Programme Local de l'Habitat (PLH) est un document de mise en œuvre des politiques locales de l'habitat qui se définit pour 6 ans à l'échelle d'un EPCI et que la création de la CCCPS au 1<sup>er</sup> janvier 2014 oblige l'intercommunalité à le réviser.

Celui-ci comprend 3 parties :

- Une phase de diagnostic du territoire (fonctionnement des marchés du logement, situation de l'hébergement, analyse des différents segments de l'offre ...),
- Le document d'orientations stratégiques (définit les objectifs de la collectivité en matière d'habitat),
- Le programme d'actions (objectifs quantifiés et territorialisés, principales actions envisagées, moyens, évaluation, acteurs...).

Mais doit également comprendre un « volet foncier » qui doit permettre d'avoir une vision des problématiques qui se posent en termes de foncier : l'impact qu'il peut avoir sur le développement de l'habitat, le marché concernant le foncier, l'adéquation entre l'offre et la demande, les menaces qui peuvent peser sur lui, les interventions de la collectivité en matière d'action foncière. Suite à cet état des lieux, il s'agira de s'assurer que la réalité foncière du territoire permettra le développement de l'habitat prévu dans les orientations et actions, et de proposer des pistes d'actions adaptées.

Depuis 1999, la SAFER Rhône-Alpes s'est dotée d'un Département Etudes & Développement afin de renforcer la connaissance foncière des territoires et de répondre aux besoins spécifiques des collectivités en matière d'ingénierie foncière. Elle propose donc aux collectivités des outils d'aide à la décision et les accompagne dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de politiques foncières.

A l'occasion d'une rencontre avec les services, la SAFER a présenté son outil de veille foncière « Vigifoncier » qui permet de :

- Connaître les projets de ventes de biens sur le territoire (information en continue, visualisation cartographique...) et ainsi anticiper pour les projets d'aménagement public,
- Avoir des éléments de veille foncière (l'évolution de l'urbanisation, de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, des marchés fonciers, ruraux et périurbains, ...)
- Accompagner la définition de la politique d'aménagement et d'urbanisme de la collectivité,
- Et donc ainsi de compléter l'observatoire de l'Habitat porté par l'ADIL.

L'abonnement seul à ce service est estimé pour la CCCPS à un coût annuel de 2100€ HT (+400€ en année 1 pour le paramétrage et la formation)

Afin de réaliser le volet foncier de l'étude PLH en cours, la SAFER nous propose deux partenariats possibles :

- Une prestation d'actualisation du volet foncier du PLH uniquement :  
Pour un cout estimé à 3 500€ HT pour le territoire de la CCCPS
- Actualisation du volet foncier + 1 année d'abonnement au service de veille foncière :  
Pour un cout estimé à 4 000 € HT pour le territoire de la CCCPS.

L'adhésion de la CCCPS à ce service permettra aux communes qui le souhaitent d'y accéder pour un coût de 50 € HT / Commune / an. Il conviendra de définir les besoins des communes avant leur potentielle adhésion.

Les prestations étant distinctes, il peut donc être envisagé le lancement de la mise à jour du volet foncier fin 2015 et le lancement de l'abonnement vigifoncier / vigifoncia en 2016. La convention pour l'abonnement au service de veille est donc proposée pour l'année 2016.

***Il est proposé au Conseil Communautaire de se positionner sur une des deux propositions de partenariat et le cas échéant d'autoriser le Président à signer les actes afférents à cette décision.***

## **Thématique aménagement-énergie**

### **7. Demande de financement auprès de l'ADEME pour le poste de Conseiller en Energie Partagée**

Le Président explique que l'accompagnement des communes sur le volet de la gestion énergétique de leur patrimoine a été identifié comme un axe important de la politique énergie « Biovallée 2040 », signée le 8 avril 2015 par les deux Communautés de Communes du Crestois et du Pays de Saillans et du Val de Drôme. Pour ce faire, celles-ci ont souhaité renouveler la mission de Conseiller en Energie Partagée (CEP) démarrée sur ce territoire en 2012 et financée notamment par le GPRA Biovallée.

Ce poste de CEP, opérationnel depuis le 29 juin 2015 est financé à 75 % du SMIC par l'Etat à travers le dispositif des Emplois d'Avenir, le reste à charge (le complément du salaire brut, les charges patronales, les frais de déplacement et de formation), étant réparti entre la CCVD et la CCCPS selon la clé de répartition suivante : 67 % / 33 %.

Dans le cadre de sa politique, l'ADEME finance les postes de CEP sur une formule dégressive sur 3 ans afin d'inciter les collectivités porteuses à envisager l'autofinancement de cette mission. Une subvention forfaitaire de 24 000 euros est attribuée par poste créé, en complément des aides de l'Etat à travers le dispositif des emplois aidés.

#### **Budget prévisionnel**

Nature de la dépense	ANNEE 1 05/10/2015 au 05/10/2016	ANNEE 2 06/10/2016 au 06/10/2017	ANNEE 3 07/10/2017 au 07/10/2018
Salaire chargé du CEP	32900	32900	32900
Frais de déplacement	1 500	1 500	1 500
Formation, Documentation technique	1000	1000	1000
Informatique, fournitures, équipement de terrain	2545	2545	2545
<b>Total</b>	<b>37 945</b>	<b>37 945</b>	<b>37 945</b>

#### **Plan de financement**

Financements	Année 1	Année 2	Année 3	Total	Tx d'intervention
<b>DIRECCTE</b>	13 116	13 116	13 116	39 348	34.57 %
<b>ADEME</b>	10 000	8 000	6 000	24 000	21.08 %
<b>EMPLOYEUR</b>	14 829	16 829	18 829	50 487	44.35 %
<b>Total</b>	<b>37 945</b>	<b>37 945</b>	<b>37 945</b>	<b>113 835</b>	<b>100%</b>

En conséquence, le Bureau propose au Conseil Communautaire d'approuver cette demande de subvention et d'autoriser le Président à signer tout document relatif à cette opération.

## **Thématique Sport**

### **8. Résultat de l'enquête « équipement aquatique »**

Le Président rappelle que la CCCPS s'était engagé dans un processus d'information auprès de la population sur le projet de l'équipement aquatique. Un questionnaire avait été mis en ligne pour percevoir l'opinion de la population

Pour information, le rapport de cette enquête sera présenté en conseil.

### **9. Tarification des équipements sportifs**

Le Président explique que des différenciations existaient lors de la fusion concernant les tarifications des équipements sportifs. Il avait donc été décidé d'instaurer la gratuité en attendant la proposition de la Commission

Sport. Les mises à disposition des équipements sportifs sont actuellement gratuites pour toutes les associations sportives qui en font la demande sous réserve de disponibilité. Nous sommes de plus en plus confrontés à des demandes d'associations extérieures à notre territoire ou autres que sportives.

La Commission Sport propose donc de réglementer ces mises à disposition et propose la mise en place d'une tarification pour les associations sportives hors territoires et pour les associations autres que sportives.

Les associations sportives du territoire continueront à avoir accès aux équipements sportifs gratuitement.

Types d'associations/ siège social de l'association	Durée	Gymnases	Terrains de foot ou rugby avec vestiaires	Vestiaires, sanitaires, couloirs, bar	Sanitaires extérieurs Saillans	Salle escrime	Tennis, dojo	Boulodrome/ tennis table
<b>Associations sportives hors territoire</b>	journée	80 €	100 €	X	X	80 €	80 €	Pas de location
	En période de chauffe	40 € suppl	40 € suppl	X	X	40 € suppl	40 € suppl	Pas de location
<b>Associations autres que sportives CCCPS</b>	Journée	Pas de location	Pas de location	50	25	80	Pas de location	Pas de location
	En période de chauffe	Pas de location	Pas de location	40 € suppl	X	40 € suppl	Pas de location	Pas de location
<b>Associations autres que sportives, hors CCCPS</b>	Journée	Pas de location	Pas de location	80 €	40 €	Pas de location	Pas de location	Pas de location
	En période de chauffe	Pas de location	Pas de location	40 € suppl	X	Pas de location	Pas de location	Pas de location
	Location journée	50€						Pas de location
	En période de chauffe	40 € suppl						Pas de location

Afin de garantir un retour des clés prêtées, il est proposé au Conseil Communautaire de demander une caution de 100 € aux associations qui feraient une demande ponctuelle de mise à disposition d'un de nos équipements sportifs.

Pour les associations hors CCCPS, qui utilisent régulièrement un ou plusieurs équipements de la CCCPS, il leur faudra s'acquitter annuellement d'un paiement de 1000 €/séance de 2h (non sécable).

Il convient également de modifier le règlement intérieur des équipements sportifs en incluant les tarifs ci-dessus.

Il sera modifié comme suit :

- ⇒ location seulement à des associations, sur présentation d'une assurance,
- ⇒ clé à disposition à la CCCPS le vendredi matin pour les week-ends et la veille les autres jours/ voir sur rdv après appel à la CCCPS
- ⇒ locaux rendus propres, matériel remis à sa place
- ⇒ pas de branchement supplémentaire pour EDF, l'association demande à ERDF

**La Commission demande au Conseil Communautaire de se positionner sur ces changements et grille tarifaire.**

## **Thématique : Environnement**

### **10. MAPA Pour les travaux de réhabilitation de la station d'épuration de Saillans**

Le Président explique que la station d'épuration de Saillans a été mise en service en 1998. Dès lors, elle n'a fait l'objet d'aucune intervention substantielle.

Aujourd'hui, de nombreux défauts de fonctionnement et des non-conformités d'éléments de sécurité ont été identifiés. Lors du vote du budget 2015, il a été voté une ligne d'investissement pour effectuer ces travaux.

Une consultation pour la réalisation des travaux de réhabilitation a été faite durant l'été. Cette consultation comprend 2 lots :

- Un lot n°1 relatif aux travaux de remplacement du matériel électromécanique
- Un lot n°2 relatif à la mise en sécurité de la STEP

La commission d'ouverture des plis s'est réunie le 30 septembre 2015 pour l'attribution de ces marchés.

Deux entreprises ont répondu au lot n° 1 et trois au lot n°2.

Lot n°1 :

Offres de base

- ⇒ Suez Environnement SEERC (Aix en Provence) pour un montant de 110 880 € TTC
- ⇒ OI Pompage (Château Gaillard) pour un montant de 112 493 € TTC

Variante

- ⇒ OI Pompage a par ailleurs proposé une variante à la fourniture des pompes pour un montant de 108 649,39 € TTC

Lot n°2 :

- ⇒ Suez Environnement pour un montant de 45 528 € TTC
- ⇒ OI Pompage pour un montant de 29 828,74 €
- ⇒ ETSA (Crest) pour un montant de 24 000 € TTC

Après analyse des offres, la commission propose de retenir les offres suivantes :

- ⇒ Lot n° 1 SUEZ Environnement pour 110 880 € TTC
- ⇒ Lot n° 2 ETSA (Crest) pour un montant de 24 000 € TTC

Pour un montant total de 134 880 Euros TTC.

Le Président explique qu'une délégation lui permet de signer l'attribution des marchés mais qu'il préfère en faire part au Conseil dans un souci de transparence.

***Il est proposé au Conseil Communautaire de valider le choix de la commission :***

- ⇒ ***Lot n° 1 SUEZ Environnement pour 110 880 € TTC***
- ⇒ ***Lot n° 2 ETSA (Crest) pour un montant de 24 000 € TTC***

***Le montant inscrit au budget s'élève à 123 000 € TTC. Une décision modificative sera proposée pour financer ces travaux.***

## **Thématique Ressources humaines**

### **11. Convention ACFI**

- Vu le Code du Travail en sa 4<sup>ème</sup> partie et notamment les articles L.4121-1 à L.4121-4 sur les principes généraux de prévention ;
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Le Président explique que l'ACFI (Agent en Charge des Fonctions d'Inspection) du Centre de Gestion de la Drôme interviendrait dans notre collectivité fin novembre 2015. Il se rendra sur l'ensemble des lieux de travail. En amont de cette visite, l'ACFI se présentera à l'ensemble du personnel le mardi 24 novembre 2015. Pour organiser administrativement cette réunion, une convention de conseil est nécessaire pour justifier le temps passé pour notre collectivité par l'ACFI pour sa mission de conseil. Cette mission, sans coût supplémentaire, est financée par la cotisation additionnelle réglée par les collectivités au Centre de Gestion.

Le Président présente la convention de conseil qui a pour objet d'organiser les modalités selon lesquelles le CDG 26 assure les missions de conseil en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail pour notre collectivité. Cette mission est assurée par des ingénieurs en prévention (ACFI). Le conseil, qui s'exerce par des rencontres, des réponses téléphoniques ou écrites, peut également porter sur :

- L'animation du réseau des Assistants de Prévention,
- L'aide à l'élaboration du document unique,

- L'aide au suivi du plan d'actions pluriannuel,
- L'aide à l'amélioration de l'organisation en matière de prévention des risques professionnels, l'environnement et les conditions de travail,
- L'information des règles d'aménagement des locaux, de conformité des équipements de travail,
- Les documents permettant de formaliser et d'organiser la prévention des risques professionnels,
- L'accompagnement de la collectivité à la formation des Assistants de Prévention.

La convention de conseil détermine l'engagement et la responsabilité de chacune des parties. La convention de conseil est consentie pour l'année 2015 et renouvelée par tacite reconduction.

***Le Bureau propose au Conseil Communautaire d'approuver la convention de conseil en matière d'hygiène, de sécurité et conditions de travail du personnel, d'autoriser le président à signer tous les actes concernant cette décision.***

## **Thématique Finances Publiques**

### **I2. Modification sur délibération CCCPS/2014/158 – 7.3.1 Emprunts liés aux STEP**

Vu la délibération n°2014 158 qui approuve le transfert des emprunts consécutifs au transfert de compétences « traitement des eaux usées » de la commune d'Espenel à la CCCPS.

Le Président explique que la commune d'Espenel a souscrit auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, le 25 mars 2010, un contrat de prêt n°325084, d'un montant de 163 777 .67 €. Après l'échéance du 25 mars 2014 le capital restant dû s'élève à 163 777.67 €.

***La commune d'Espenel et la Communauté de Communes se sont entendues pour mettre à la charge de la Communauté de Communes une partie et non la totalité de cet emprunt correspondant aux dépenses effectuées pour la réalisation de la STEP. Après échéance du 25/03/2015, le capital restant dû s'élève à 156 430.77 € ; ainsi, 112 551.94 € de ce capital restant dû restent à la charge de la commune d'Espenel et 43 878.84 € sont à la charge de la Communauté de Communes.***

### **I3. Décision Modificative BP CCCPS N°5**

Le Président explique qu'une erreur d'imputation a eu lieu sur l'Adhésion au Syndicat ADN (délibération du 04/12/2014) erreur de compte budgétaire et de chapitre.

Une adhésion est une cotisation (compte 6281- Chapitre 011) et non une subvention de fonctionnement aux associations (compte 6574 – Chapitre 65)

#### **FONCTIONNEMENTS DEPENSES – Virement de crédit**

Compte 6574 Subvention de fonctionnement aux associations : - **20 715 €**

Compte 6281 Cotisations : + **20 715 €**

### **I4. Décision Modificative BP CCCPS N°6**

Le Président explique que la Pré-Adhésion à la Fédération des EPL pour 4 500 € subventionnée à 70% par l'ADEME (délibération du 24/09/2015 convention TEPOS). Cette adhésion permet une assistance technico-juridique pour la création d'une société d'économie mixte (SEM) qui aura pour objet le développement de projets de production d'énergie renouvelable.

#### **FONCTIONNEMENTS DEPENSES – Virement de crédit**

Compte 022 Dépenses imprévues : - **1 350 €**

Compte 6281 Cotisations : + **4 500 €**

## **FONCTIONNEMENTS RECETTES**

Compte 7478 Participations Autres Organismes : + 3 150 €

### **I5. Décision Modificative BP CCCPS N°7**

Le Président rappelle qu'une subvention exceptionnelle a été votée au Greta Viva 5 pour animation du Télécentre à Crest (délibération du 24/09/15). Il convient de modifier le budget en conséquence

## **FONCTIONNEMENTS DEPENSES** – Virement de crédit

Compte 022 Dépenses imprévues : - 3 900 €

Compte 6574 Subvention de fonctionnement : + 3 900 €

### **I6. Décision Modificative BP CCCPS N°8**

Le Président rappelle que l'intervention d'UNISCITE sur les thématiques déchets et énergie pour l'année 2015 a été décidée par délibération du 24/09/15. Il convient de modifier le budget en conséquence

## **FONCTIONNEMENTS DEPENSES** – Virement de crédit

Compte 022 Dépenses imprévues : - 7 700 €

Compte 6574 Subvention de fonctionnement : + 7 700 €

### **I7. Décision Modificative BP CCCPS N°9**

Circuits de découverte des métiers édition 2015 (délibération du 02/07/2015)

## **FONCTIONNEMENTS DEPENSES** – Virement de crédit

Compte 611 Prestations de services : + 8 550 €

Compte 6247 Transport Collectif : + 9 000 €

## **FONCTIONNEMENTS RECETTES**

Compte 7472 Région : + 7 000 €

Compte 7473 Département : + 5 000 €

Compte 74758 Autres Groupements : + 5 550 €

### **I8. Décision Modificative BP STEP N°2**

Le Président rappelle la délibération prise sur les travaux de réhabilitation de la STEP de Saillans : la commission a attribué à

⇒ SUEZ Environnement lot 1 : remplacement du matériel électromécanique pour 110 880 € TTC

⇒ ETSA pour le Lot 2 : Mise en sécurité pour 24 000 € TTC

Le total est de 134 000 € soit 11 000 € de différence par rapport au BP. Il convient donc de modifier le budget comme suit :

## **FONCTIONNEMENTS DEPENSES** – Virement de crédit

Compte 2315 Construction en cours : + 11 000 €

## **FONCTIONNEMENTS RECETTES**

Compte 13111 Etat : + 2 750 €

Compte 10222 FCTVA : + 1 800 €

Compte 1641 Emprunt : + 6 450 €

### **I9. Questions diverses**